KPMG AUDIT SUD-EST
480 avenue du Prado
13269 Marseille Cedex 8
France

Téléphone : +33 (0)4 96 20 54 54
Télécopie : +33 (0)4 96 20 54 55
Site internet : www.kpmg.fr

Initiative Pays de Martigues

Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

LE PRESIDENT,

R. LOUVIOT

LA TRESORIERE,

M. JARTON

Exercice clos le 31 décembre 2013
Initiative Pays de Martigues - Association
Hôtel de Ville
Avenue Louis Sammut -13500 Martigues
Ce rapport contient 20 pages

KPMG Audit Sud-Est,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société par actions simplifiée
inscrite à la Compagnie
Régionale
des Commissaires aux Comptes
d'Aix-en-Provence - Bastia.

Siège social :
KPMG Audit Sud-Est
480 avenue du Prado
13269 Marseille Cedex 8
Capital : 200 000 €.
Code APE 6920Z
512 802 729 R.C.S. Marseille
TVA Union Européenne
FR 33 51 28 02 729

KPMG AUDIT SUD-EST
480 avenue du Prado
13269 Marseille Cedex 8
France

Téléphone : +33 (0)4 96 20 54 54
Télécopie : +33 (0)4 96 20 54 55
Site internet : www.kpmg.fr

Initiative Pays de Martigues - Association

Siège social : Hôtel de Ville - Avenue Louis Sammut -13500 Martigues

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Initiative Pays de Martigues, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « continuité d'exploitation », précisant le sous financement depuis plusieurs années des frais de structure de l'association.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Continuité d'exploitation

Comme indiqué dans la première partie de ce rapport, la note « continuité d'exploitation » de l'annexe fait état des incertitudes présentes sur la continuité d'exploitation.

Nous avons été conduits à examiner les dispositions envisagées à cet égard.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous estimons que la note de l'annexe donne une information appropriée sur la situation de l'association au regard de l'incertitude, mentionnée ci-dessus, pesant sur la continuité d'exploitation.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Marseille, le 5 mai 2014

KPMG Audit Sud Est

Joëlle Bouchard
Directeur de mission

Robert Acquaviva
Associé

INITIATIVE PAYS DE MARTIGUES
13500 MARTIGUES

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2013 12			Exercice N-1 31/12/2012 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires						
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles	350	350				
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	846	846		115	115-	100.00
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	15		15	15		
	Prêts	487 766	111 978	375 787	361 496	14 291	3.95
	Autres immobilisations financières						
	TOTAL I	488 977	113 174	375 803	361 627	14 176	3.92
	Comptes de liaison **TOTAL II**						
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN COURS						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	CREANCES (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés						
	Autres créances	23 291		23 291	25 792	2 501-	9.70
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	164 816		164 816	180 162	15 346-	8.52
	Charges constatées d'avance (3)	1 063		1 063	229	834	363.68
	TOTAL III	189 170		189 170	206 184	17 013-	8.25
Comptes de Régularisation	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecarts de conversion actif (VI)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	678 148	113 174	564 973	567 811	2 837-	0.50

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

INITIATIVE PAYS DE MARTIGUES
13500 MARTIGUES

BILAN PASSIF

	PASSIF	Exercice N 31/12/2013 12	Exercice N-1 31/12/2012 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
FONDS ASSOCIATIFS	**Fonds propres**				
	Fonds associatifs sans droit de reprise	541 724	528 006	13 718	2.60
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	73 601-	76 133-	2 532	3.33
	RESULTAT DE L'EXERCICE (Excédents ou Déficits)	25 670-	3 411-	22 259-	652.54-
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports	64 522	65 183	661-	1.01-
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
	Ecarts de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	TOTAL I	506 975	513 645	6 670-	1.30-
	Comptes de liaison **TOTAL II**				
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	TOTAL III				
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		451	451-	100.00-
	Dettes fiscales et sociales	17 390	16 000	1 389	8.68
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	40 609	37 714	2 894	7.67
	Instruments de trésorerie				
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance				
	TOTAL IV	57 998	54 166	3 833	7.08
	Ecarts de conversion passif **(V)**				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	564 973	567 811	2 837-	0.50-

(1) Dont à plus d'un an 57 998 54 166
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

INITIATIVE PAYS DE MARTIGUES
13500 MARTIGUES

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2013 12	Exercice N-1 31/12/2012 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de Biens et Services	1 525	915	610	66.67
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	104 633	104 256	377	0.36
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				
Collectes				
Cotisations				
Autres produits	8 800	8 255	545	6.60
TOTAL I	114 958	113 426	1 532	1.35
CHARGES D'EXPLOITATION (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	46 239	47 622	1 383-	2.90-
Impôts, taxes et versements assimilés	958	961	3-	0.35-
Salaires et traitements	51 453	51 589	136-	0.26-
Charges sociales	18 725	18 900	174-	0.92-
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	115	116	1-	0.65-
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)	6 700	20 979	14 279-	68.06-
TOTAL II	124 190	140 167	15 977-	11.40-
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	9 232-	26 741-	17 509	65.48
QUOTES-PARTS DE RESULTATS SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

INITIATIVE PAYS DE MARTIGUES
13500 MARTIGUES

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2013 12	Exercice N-1 31/12/2012 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés	1 710	3 260	1 550-	47.55-
Reprises sur provisions et transferts de charges	9 543	24 828	15 285-	61.57-
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL V	11 252	28 088	16 836-	59.94-
CHARGES FINANCIERES				
Dotations aux amortissements et aux provisions	27 789	16 572	11 216	67.68
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL VI	27 789	16 572	11 216	67.68
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	16 536-	11 516	28 052-	243.59-
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	25 768-	15 225-	10 543-	69.25-
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	120	11 959	11 839-	98.99-
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
TOTAL VII	120	11 959	11 839-	98.99-
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	19	0	19	NS
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
TOTAL VIII	19	0	19	NS
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	101	11 959	11 858-	99.15-
Impôts sur les bénéfices (IX)	4	146	142-	97.46-
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)	126 331	153 474	27 143-	17.69-
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX)	152 001	156 885	4 884-	3.11-
SOLDE INTERMEDIAIRE	25 670-	3 411-	22 259-	652.54-
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	25 670-	3 411-	22 259-	652.54-

INITIATIVE PAYS DE MARTIGUES
13500 MARTIGUES

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N 31/12/2013 12	Exercice N-1 31/12/2012 12	Ecart N / N-1 Euros	Ecart N / N-1 %
PRODUITS				
Bénévolat	29 500	33 800	4 300-	12.72-
Prestations en nature	26 000	26 000		
Dons en nature				
TOTAL	55 500	59 800	4 300-	7.19-
CHARGES				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	26 000	26 000		
Personnel bénévole	29 500	33 800	4 300-	12.72-
Prestations				
TOTAL	55 500	59 800	4 300-	7.19-

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Depuis le 27 juillet 2009, Initiative Pays de Martigues est devenu opérateur d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises dans le cadre du dispositif NACRE et 2013 représente le quatrième exercice complet de ce dispositif.

Depuis 2011,l'Association applique les normes comptables préconisées par France Initiative.Ces normes permettent l'harmonisation des pratiques dans l'ensemble du réseau.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

NEANT

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Principes et conventions générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2013 ont été établis suivant les principes comptables résultant de la règlementation (règlement n°99-01 et 99-036 du CRC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations. Tel que précisé dans les faits caractéristiques de l'exercice,l'Association applique depuis 2011 les normes comptables de France Initiative.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence,conformément aux hypothèses de base:

-continuité de l'exploitation,
-permanence des méthodes,
-indépendance des exercices,
et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Comptabilisation des prêts irrécouvrables

En vertu de la disposition CNCC (EC 2006-77) sur la comptabilisation des prêts irrécouvrables dans les "plates formes d'initiative locale",les créances irrécouvrables sont imputées en déduction des fonds associatifs d'investissements par l'Assemblée Générale lors de l'affectation du résultat.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Rémunération des cadres dirigeants bénévoles:

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif,il n'y a aucune rémunération versée aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés sur l'année 2013.

Continuité d'exploitation

Depuis plusieurs exercices,l'association enregistre un sous financement de ses frais de structure.De ce fait,la trésorerie dévolue à notre fonctionnement s'amenuise et nous oblige à une maîtrise stricte de nos coûts alors que la trésorerie dédiée à nos actions est suffisante.

Compte tenu de ces éléments,nous avons établi un budget de trésorerie pour l'année 2014 qui met en évidence une trésorerie tendue mais sans impasse de trésorerie si les dates d'encaissement de nos subventions sont correctement anticipées.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	350		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	846		
TOTAL	846		
Autres titres immobilisés	15		
Prêts, autres immobilisations financières	455 229		162 000
TOTAL	455 244		162 000
TOTAL GENERAL	456 440		162 000

INITIATIVE PAYS DE MARTIGUES
13500 MARTIGUES

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			350	350
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			846	846
TOTAL			846	846
Autres titres immobilisés			15	15
Prêts, autres immobilisations financières		129 463	487 766	487 766
TOTAL		129 463	487 781	487 781
TOTAL GENERAL		129 463	488 977	488 977

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	350			350
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	731	115		846
TOTAL	731	115		846
TOTAL GENERAL	1 081	115		1 196

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Matériel de bureau informatique mobilier	0	115			
TOTAL	0	115			
TOTAL GENERAL	0	115			

INITIATIVE PAYS DE MARTIGUES
13500 MARTIGUES

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Tableau des variations des fonds associatifs

Nature des provisons et des réserves	Montant début d'exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres					
Fonds associatifs sans droit de reprise	528 006		19 000	5 282	541 724
Réserves :					
Report à nouveau	76 133-	2 532		0	73 601-
RESULTAT DE L'EXERCICE	3 411-	3 411		25 670	25 670-
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Apports	65 183			661	64 522
Provisions réglementées					
TOTAL I	513 645	5 943	19 000	31 613	506 975

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur autres immobilisations financières	93 732	27 789	9 543		111 978
TOTAL	93 732	27 789	9 543		111 978
TOTAL GENERAL	93 732	27 789	9 543		111 978
Dont dotations et reprises financières		27 789	9 543		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	487 766	121 454	366 312
Débiteurs divers	23 291	23 291	
Charges constatées d'avance	1 063	1 063	
TOTAL	512 120	145 808	366 312
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	162 000		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	124 846		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Personnel et comptes rattachés	4 356	4 356		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 753	11 753		
Impôts sur les bénéfices	322	322		
Autres impôts taxes et assimilés	958	958		
Autres dettes	40 609	40 609		
TOTAL	57 998	57 998		

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	23 291
Total	23 291

BPPC 2300 €
CONSEIL REGIONAL 5220 €
CONSEIL GENERAL 7500 €
COTISATION 840 €
NACRE 6211.25 €
PCE 1220 €

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fiscales et sociales	6 918
Autres dettes	9 009
Total	15 927

SOFARIS 980.85 €
HONORAIRES CAC 7900 €
LA POSTE 127.83 €

ANNEXE

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	1 063
Total	1 063

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Valorisation des contributions volontaires

L'association bénéficie de la mise à disposition gratuite des locaux par la CAPM.

A titre d'information complémentaire, une évaluation des temps des bénévoles a été réalisée pour le comité technique et d'agrément, le parrainage et le suivi contentieux à 590 heures à 50 € de l'heure soit 29 500 €.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

L'Association dépend de la convention collective de l'animation.Aucun accord particulier n'a été signé en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Droit individuel à la formation

Dans le cadre du droit individuel à la formation institué par la loi 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie, au **31/12/2013** , le volume d'heures de formation cumulées relatif aux droits acquis et non exercés est de 210 heures.